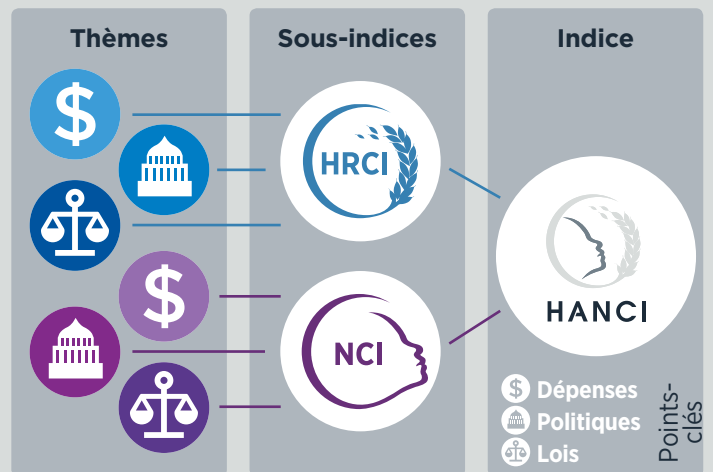
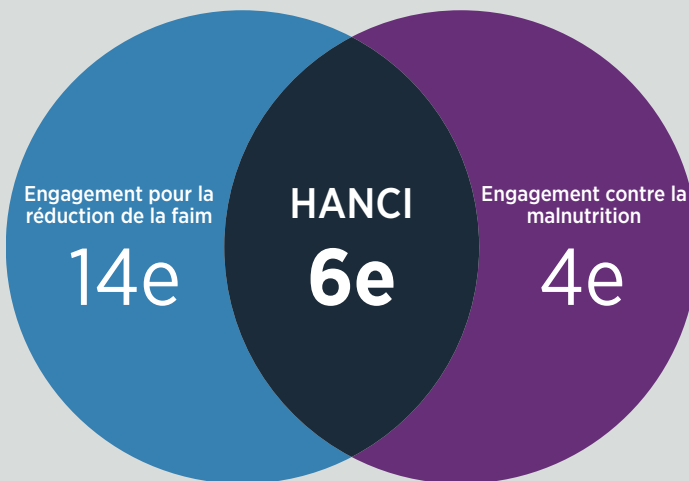



Népal: Données clés


Taux actuels de d'émaciation : 9.7% retard de croissance : 35.8% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 27%

Source: Gouvernement népalais (DHS, 2016)

Bons résultats

- Népal : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Népal : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2016.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Népal : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Népal : en 2016, 94.9% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Népal : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Népal : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (64.6% en 2016) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Népal : seulement 68.3% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Népal : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (56.2% en 2016) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	11%	2014	8e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	5.5%	2015	27e ex aequo
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2016	20e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2013	35e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	56.2%	2016	30e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	41er ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2017	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	79%	2015	21er
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	94.9%	2016	5e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	64.6%	2016	9e
Visites médicales pour les femmes enceintes	68.3%	2014	39e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2013-2016	23e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel